MEFP

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES ET DU PLAN

Rapport trimestriel d'exécution budgétaire

Troisième trimestre 2026

L'essentiel à retenir

Situation d'exéctution budgétaire au 30 septembre 2026

- La publication du Rapport trimestriel d'exécution du budget s'inscrit dans le cadre des obligations de transparence et de reddition des comptes en matière de gestion des finances publiques.
- Elle permet aux citoyens, aux acteurs économiques et aux partenaires de disposer d'une information régulière sur la mobilisation des ressources publiques et leur utilisation.

Rapport intégral disponible sur le site web du Ministère de l'Économie, des Finances et du Plan

www.finances.gouv.sn

Cellule de Communication MEFP | Direction générale du Budget

Novembre 2026

Les principaux indicateurs

À fin septembre 2026, l'exécution du budget de l'État se caractérise par une progression des recettes internes, un niveau d'exécution des dépenses de 60,8 % et un déficit budgétaire représentant 2,5 % du PIB.

RECETTES

3 785,2

Milliards FCFA de recettes budgétaires

63,8 % de l'objectif annuel

DÉPENSES

4 370,7

Milliards FCFA de dépenses exécutées

60,8 % des crédits ouverts

RECETTES INTERNES

+16,8 %

Progression des recettes internes

Par rapport à fin septembre 2025

DÉFICIT

585,5

Milliards FCFA de déficit budgétaire

Soit 2,5 % du PIB

L'exécution budgétaire à fin septembre 2026 est marquée par une progression des recettes internes de 16,8 %, un taux d'exécution des dépenses de 60,8 % et un déficit représentant 2,5 % du PIB.

Une économie nationale résiliente dans un environnement international contraint

L'exécution budgétaire des neuf premiers mois de 2026 intervient dans un contexte international marqué par :

- la persistance des tensions géopolitiques au Moyen-Orient ;
- le renchérissement de l'énergie ;
- le durcissement des conditions financières mondiales.

Malgré ces contraintes, l'activité économique sénégalaise est restée bien orientée au deuxième trimestre 2026, portée notamment par les secteurs tertiaire et secondaire.

6,1 %

Croissance du PIB réel

T2 2026, en glissement annuel

6,4 %

Croissance hors hydrocarbures

T2 2026, en glissement annuel

1,0 %

Inflation

septembre 2026, en glissement annuel

6,0 %

Croissance UEMOA

T2 2026

Dans un environnement international contraint, l'activité économique nationale a enregistré une croissance de 6,1 % au deuxième trimestre 2026, tandis que l'inflation s'est établie à 1,0 % en septembre.

Une progression soutenue des recettes internes

À fin septembre 2026, les recettes du budget général atteignent 3 785,2 milliards FCFA, soit 63,8 % de l'objectif annuel.

Les recettes internes s'établissent à 3 739,3 milliards FCFA, en progression de 16,8 % par rapport à la même période de 2025, portées principalement par la hausse des recettes fiscales et non fiscales.

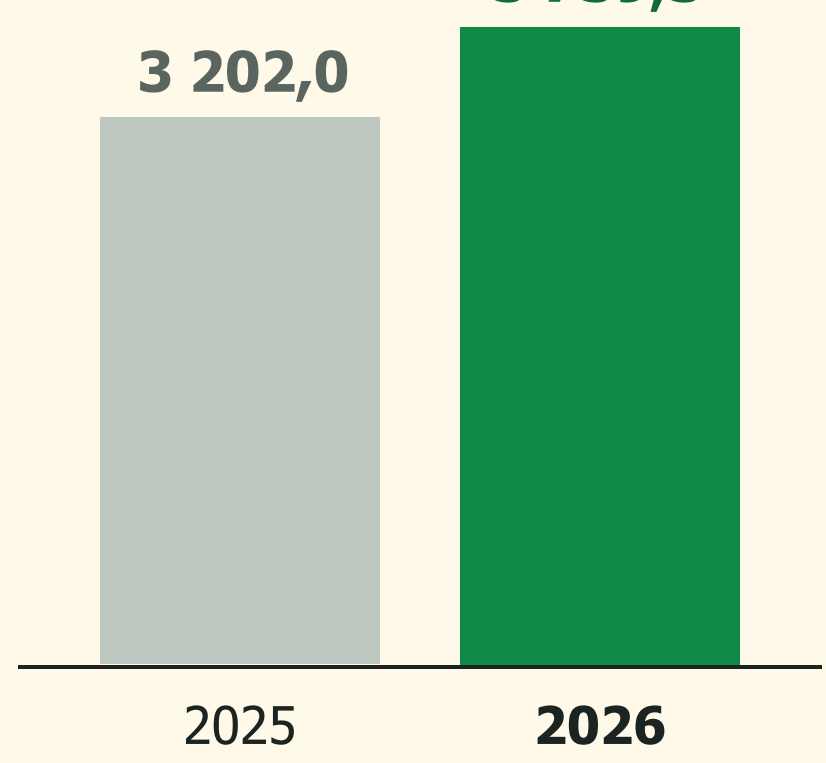
Composition des recettes budgétaires

En milliards FCFA

Recettes fiscales	**3 484,3**
Recettes non fiscales	**255,0**
Dons	**45,9**
Total	**3 785,2**

Recettes internes à fin septembre

Comparaison des résultats par rapport à la même période de l'exercice précédent en Milliards FCFA



La mobilisation des recettes internes progresse de 537,3 milliards FCFA par rapport à fin septembre 2025, portée principalement par les recettes fiscales et non fiscales.

Des performances fiscales, malgré des objectifs de recouvrement encore à atteindre

Des résultats contrastés : plusieurs postes dépassent leurs objectifs, les recettes du PRES restent en deçà.

PRINCIPALES PERFORMANCES (% DE L'OBJECTIF)

139,9 % Impôt sur les sociétés : 627,5 Mds FCFA

116,1 % Recettes non fiscales : 255 Mds FCFA

144,8 % Recettes non fiscales des hydrocarbures : 58,8 Mds FCFA

POINTS D'ATTENTION (ÉCART À LA CIBLE, EN MILLIARDS FCFA)

−91,7 Moins-value des recettes internes (cible de septembre)

−162,3 Retard de mobilisation des recettes issues du PRES

+70,6 Plus-value hors PRES, compensant en partie

Les performances des recettes hors PRES ont partiellement compensé le niveau de mobilisation des recettes issues du PRES, inférieur aux objectifs fixés à fin septembre.

4 370,7 milliards FCFA de dépenses exécutées à fin septembre 2026

Les dépenses du budget général atteignent un taux d'exécution de 60,8 % des crédits ouverts. Elles se répartissent entre dépenses ordinaires et dépenses en capital.

Dépenses ordinaires (**75,6 %**) En capital (**24,4 %**)



NATURE	Montant en milliards FCFA	Taux d'exéution
Dépenses de personnel	**1 142,5**	74,5 %
Transferts courants	**1 049,9**	81,9 %
Charges financières de la dette	**874,0**	73,4 %
Biens et services	**236,3**	62,9 %
Dépenses en capital	**1 068,0**	**38,1 %**

Les dépenses exécutées à fin septembre 2026 se répartissent entre 75,6 % de dépenses ordinaires et 24,4 % de dépenses en capital, avec des rythmes d'exécution différenciés.

Des ressources mobilisées au service des secteurs prioritaires

116,3 milliards FCFA

Agriculture et souveraineté alimentaire
Dont 111 Mds pour les semences et engrais et 5,3 Mds pour la mécanisation agricole

78,2 milliards FCFA

Éducation et enseignement supérieur
Bourses et allocations des étudiants, hors transferts aux universités et aux œuvres universitaires

24,2 milliards FCFA

Santé et couverture sanitaire
Transférés à l'Agence de la CSU, plus 18,4 Mds au profit des hôpitaux

22 milliards FCFA

Protection sociale
Programme national de bourses de sécurité familiale (PNBSF)

250 milliards FCFA

Soutien au secteur de l'énergie
Subventions, dans le cadre des transferts courants

L'exécution budgétaire traduit la mobilisation de ressources au profit de plusieurs secteurs prioritaires, notamment l'agriculture, l'éducation, la santé, la protection sociale et l'énergie.

1 068 milliards FCFA consacrés aux dépenses d'investissement

Soit 38,1 % des crédits ouverts, répartis entre :

RESSOURCES INTERNES

641,3 Mds

44,2 % des crédits ouverts

RESSOURCES EXTÉRIEURES

426,7 Mds

31,5 % des crédits ouverts

QUELQUES PROGRAMMES FINANCÉS (en milliards FCFA)

76	Infrastructures routières et ferroviaires
37,3	Développement du transport aérien
24	Modernisation de l'administration des douanes (PROMAD)
49,1	Transferts en capital — protection de l'environnement

Les dépenses en capital atteignent 1 068 milliards FCFA, avec un taux d'exécution de 38,1 % et une progression des investissements directement exécutés par l'État par rapport à septembre 2025.

Un déficit budgétaire de 2,5 % du PIB à fin septembre 2026

- Le déficit s'établit à 585,5 milliards FCFA, soit 2,5 % du PIB nominal retenu dans la Loi de finances initiale 2026.
- Ce montant représente 47 % de la cible annuelle, fixée à 1 245,1 milliards FCFA, soit 5,4 % du PIB.

585,5 Mds FCFA

2,5 %

PIB nominal de la LFI 2026

CIBLE LFI 2026

5,4 %

1 245,1 Mds FCFA

Part de la cible annuelle atteinte **47 %**

0 1 245,1 Mds

À fin septembre 2026, le déficit budgétaire s'établit à 585,5 milliards FCFA, soit 2,5 % du PIB et 47 % de la cible annuelle inscrite dans la LFI 2026.

Dernier trimestre 2026 : poursuivre les efforts pour atteindre les objectifs budgétaires

Les neuf premiers mois mettent en évidence la nécessité de renforcer les actions engagées afin de respecter les équilibres budgétaires de fin d'exercice. Trois priorités se dégagent.

1

Accélérer la mobilisation des recettes publiques

Renforcer le recouvrement des recettes fiscales et non fiscales, particulièrement celles attendues des mesures du PRES, afin de réduire les écarts observés.

2

Améliorer l'exécution des investissements publics

Porter une attention particulière au rythme d'exécution des dépenses en capital, notamment des investissements directement exécutés par l'État.

3

Préserver les équilibres budgétaires

Poursuivre l'encadrement rigoureux des engagements de dépenses, en tenant compte des ressources effectivement disponibles.

MEFP

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES ET DU PLAN

https://www.finances.gouv.sn/